

Révoltes et transitions dans le monde arabe : vers un nouvel agenda urbain ?

Colloque international

*Centre d'Études et de Documentation Économiques, Juridiques et Sociales (CEDEJ),
Le Caire. 7-8-9 novembre 2012*

Les soulèvements populaires qui ont touché le monde arabe en 2011 ont largement concerné les villes, grandes et moyennes, de la région, et fortement impliqué les sociétés urbaines. Les élections qui ont suivi dans certains pays (Tunisie et Égypte notamment) pourraient avoir, quant à elles, de fortes conséquences sur les manières de gouverner les espaces urbains.

2011 est une année qui met en question le passé de l'action urbaine conduite par les régimes tombés ou bousculés, mais également son avenir. Sans savoir clairement quel sera le résultat de la « Révolution », et tout en mesurant bien que l'on se situe au début d'un processus qui sera nécessairement long, on peut déjà affirmer que les défis pour définir un nouveau modèle de développement urbain seront nombreux.

Ce colloque international vise donc à débattre de la dimension urbaine des grands changements qui touchent actuellement le monde arabe, depuis les origines des épisodes révolutionnaires de 2011 jusqu'aux expériences actuelles de démocratisation, en passant par les phases de transition politique et de crise économique et sociale plus ou moins longues dans lesquelles les États sont encore pris. L'objectif est bien de (re)considérer les processus d'urbanisation et les pratiques urbaines à l'aune de l'actualité politique, économique et sociale particulièrement brûlante dans la région depuis le début de la décennie. En croisant les regards de chercheurs en sciences sociales et d'experts travaillant sur le Maghreb, le Moyen-Orient et la Péninsule arabique, ce colloque ambitionne de participer au renouvellement des études urbaines sur le monde arabe, de moins en moins dissociables des analyses économiques et politiques qui peuvent en être faites.

Cinq thèmes sont proposés dans cet appel à contributions :

1. Les dimensions urbaines des révoltes

2011 marque une année de rupture majeure et inédite pour nombre de pays arabes, aux prises avec des mobilisations dont l'ampleur et l'intensité ont exprimé un désir de changement politique radical. Ces mouvements protestataires sont souvent partis de villes moyennes et périphériques (Tunisie, Lybie, Syrie). Au-delà des politiques coercitives des régimes tombés ou encore en place, ces mouvements, qui dépassent le strict cadre des capitales semblent mettre au jour le développement inéquitable des territoires, aussi bien *entre* que *dans* les villes.

Ces révoltes reflètent-elles l'épuisement de modèles de développement fondés en grande partie sur la capture d'une rente foncière par une oligarchie d'hommes d'affaires liés aux dirigeants des partis au pouvoir ?

Traduisent-elles par ailleurs les frustrations engendrées par les effets d'affichage des régimes mettant en avant des stratégies de développement (économique, social, « humain », etc.) aux résultats mitigés sur le quotidien des populations, et par les effets négatifs de la privatisation d'une partie des services urbains et des biens publics, notamment dans le cas de l'Égypte ?

Cet axe accueillera des contributions qui pourront donc se consacrer à l'étude des dimensions urbaines des révolutions arabes. À ce titre, refaire le point sur les mobilisations « pré-révolutionnaires » autour d'enjeux tels que l'accès au logement et aux principaux services urbains, notamment dans les quartiers dits non réglementaires, apparaît tout à fait nécessaire.

2. Vivre dans des villes en révolte et en transition

Les révoltes en elles-mêmes se sont territorialisées : elles ont d'une part contribué à mettre en lumière un certain nombre de villes jusqu'à présent très discrètes autant sur les cartes politiques du monde arabe que dans la littérature scientifique sur la région : Sidi Bouzid en Tunisie, Benghazi en Lybie, Dera et Homs en Syrie, Tazouba au Yémen, Sohar en Oman, etc. De plus, une série de places centrales et de lieux emblématiques de l'urbanité locale porteront longtemps les stigmates de ces révoltes : la place Tahrir du Caire, qui demeure le cœur actif de la révolution égyptienne inachevée, la place du Changement (Taghir) à Sanaa, imaginée et baptisée ainsi par les protestataires à quelques kilomètres de la place de la Libération (Tahrir) occupée par les hommes de Saleh avant les premières grandes manifestations de février 2011, ou encore la place de la Perle à Manama, détruite par l'armée bahreïnienne pour empêcher qu'elle ne soit érigée par les manifestants en haut-lieu de la contestation du pouvoir en place. Des communications seront les bienvenues pour éclairer les processus d'appropriation, de contrôle et de contournement de ces lieux et territoires revenus sur la scène médiatique.

L'objectif est également de faire remonter des analyses *in situ* des villes en situations de révoltes et/ou de transitions. Les contributions fondées sur des enquêtes ethnographiques sur les modes de vie, de travail et de déplacement dans pareils contextes semblent indispensables. Des retours sont également attendus sur ce qui change dans une période de baisse de contrôle politique, d'État fragilisé, de discrédit de la police, etc... À titre d'exemple, les conséquences directes des révoltes sont visibles sur les morphologies urbaines, au-delà des seuls théâtres des protestations. Dans certaines agglomérations, la spéculation immobilière n'a jamais été aussi dynamique, si l'on en juge par le rehaussement des immeubles de trois étages en moyenne dans certains quartiers périurbains du Caire par exemple, les investisseurs ne se cachant pas d'avoir profité de la chute du régime de Moubarak pour contourner la réglementation urbanistique.

3. Héritages du passé : inventaire et remise en cause de l'action urbaine des « anciens régimes »

Plusieurs questionnements peuvent être abordés ici.

Les grands projets urbains et touristiques impliquant les anciens pouvoirs : le « printemps arabe » a-t-il porté un coup d'arrêt (temporaire ou définitif ?) à un certain nombre de projets urbains négociés entre les anciens pouvoirs autoritaires et de puissantes multinationales, à l'image de *Grand Caire 2050* ou des grands projets touristiques et commerciaux financés par des sociétés émiraties en Syrie, dont il est aujourd'hui permis de douter de la réalisation ?

La gouvernance urbaine et territoriale d'avant : les découpages administratifs et les responsabilités politiques sont-ils remis en question. Si tel était le cas, au nom de quels nouveaux types de discours justifiant la demande de changement ? S'appuyant sur quelles visions critiques de la centralisation ?

Sur le front de l'habitat, les carences des politiques urbaines sont-elles mises en lumière ? Quelle évaluation peut-on faire de l'action publique en la matière (villes nouvelles, quartiers informels, réglementations) ? Comment se manifeste la volonté de rupture aujourd'hui ?

4. Élections et nouveaux pouvoirs politiques : l'agenda urbain en question

Des contributions seront les bienvenues pour analyser la dimension urbaine des programmes ou, à défaut, des discours électoraux formulés par les différents partis au cours des élections qui ont eu lieu en 2011. Les bons scores obtenus par les islamistes en Tunisie et en Égypte peuvent en partie être expliqués par leur présence et leur action depuis de nombreuses années dans les quartiers populaires délaissés par les anciens régimes. Les islamistes seront-ils en mesure d'inscrire des actions ponctuelles telles que l'apport de services spécifiques dans le cadre d'une stratégie globale de planification urbaine ? Quels seront leurs interlocuteurs en la matière ? Quel sera le rôle joué par les autres forces politiques en présence ?

Pour les nouveaux gouvernements et chambres parlementaires en place, un nouvel agenda urbain se dessine-t-il ? Quels nouveaux champs d'action pour l'aménagement urbain devraient également être mis à l'agenda ?

Les régimes bousculés ou les pouvoirs en transition ne peuvent plus ignorer les mécontentements qui émanent des résidents des quartiers informels : peut-on observer des signes de changement ?

S'oriente-t-on vers de nouveaux découpages administratifs et l'octroi de compétences aux autorités locales, particulièrement en faveur des métropoles où, du fait de l'hyper-centralisme propre aux gouvernements autoritaires, gouvernorats et municipalités se confondent encore souvent ? La mise en place de nouveaux pouvoirs élus à l'échelle nationale produira-t-elle de nouveaux modes de gouvernance locale valorisant les échelles de la proximité et limitant la fragmentation des espaces ?

5. Refonder un développement urbain durable : propositions de la société civile et des bailleurs

2011 est une année qui permet d'observer également l'évolution des stratégies des opérateurs de l'aide internationale dans les pays arabes. Comment les bailleurs multilatéraux et bilatéraux changent-ils de stratégie de développement et de financement alors que se dessine aujourd'hui une nouvelle géographie politique dans la région ?

Au niveau de la société civile, le champ s'est-il effectivement ouvert ? Quels collectifs se structurent ou sont rendus plus visibles après le déclenchement des révoltes ? Quels sont les thèmes de discussion, de revendication ? Quels nouveaux chantiers de réflexion, de débats se mettent en place ? Qui les portent ? Quelles nouvelles priorités se fixent du côté des associations et des ONG ?

Modalités de soumission

Ce colloque multidisciplinaire est disposé à recueillir des communications valorisant des travaux récents de terrain, ou des expertises et analyses critiques. Des études de cas ou des analyses plus comparatistes seront les bienvenues, émanant de jeunes chercheurs, de (post)doctorants et de chercheurs confirmés. Nous encourageons par ailleurs vivement les propositions de contributions (retours d'expériences par exemple) émanant d'ONG, d'associations, d'experts nationaux et internationaux, etc.

Les propositions de communications (5000 signes), accompagnées d'une courte biographie ou CV, peuvent être envoyées en français ou en anglais.

Organisation

Organisé par le Pôle « Ville et développement durable » du CEDEJ (<http://www.cedej-eg.org/>), ce colloque s'inscrit également dans deux programmes de recherche en cours :

- Ville durable au sud de la Méditerranée (projet MeRsi), cofinancé par l'Agence Universitaire de la Francophonie-Bureau Moyen-Orient et le CEDEJ ;
- Système Régional Moyen-Orient (SYSREMO) : Géographies de la mondialisation, émergence d'un système régional au Moyen-Orient, financé par l'Agence Nationale de la Recherche, France (ESO-Rennes).

Organisateurs :

Dr Pierre-Arnaud BARTHEL (Université Paris-Est – LATTS-CNRS)

Dr Roman STADNICKI (CEDEJ, Le Caire)

Date limite pour l'envoi d'une proposition : 15 mai 2012

Résumés à envoyer à : barthelp@enpc.fr et roman.stadnicki@cedej-eg.com